



MARCHE PUBLIC DE SERVICES

Cahier des Clauses Particulières du 07 mars 2025 N° 2025-PA-01

Pouvoir adjudicateur

Caisse d'allocations familiales de Maine-et-Loire

32 rue Louis Gain

49927 Angers cedex 9

administration-generale@caf49.caf.fr

Objet du marché

Télésurveillance / Maintenance et vérifications des installations des différents sites de la Caisse d'allocations familiales de Maine-et-Loire

La présente consultation est passée selon une procédure adaptée dans le respect des dispositions des articles R.2123-1 et suivants du code de la commande publique et en application des dispositions de l'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés des organismes de sécurité sociale.

Personne compétente pour la signature du présent marché

Madame la directrice de la Caisse d'allocations familiales de Maine-et-Loire ou son représentant dûment habilité

Date d'envoi de l'avis à la publication

Le vendredi 07 mars 2025

Date limite de réception des offres

Le jeudi 10 avril 2025 à 12h.

Classification CPV

79711000-1 – Services de surveillance d'installations d'alarme

79714000-2 – Services de surveillance

Table des matières

1	Objet du marché	4
2	Nature du marché	4
3	Procédure.....	4
4	Durée du marché	5
4.1	Télésurveillance	5
4.2	Vérification /Maintenance.....	5
5	Allotissement	5
6	Pièces constitutives du marché	5
7	Mise a disposition des documents de la consultation, communications et échanges d'informations par voie électronique	6
8	Modification du dossier de consultation	6
9	Groupement d'opérateurs économiques	6
10	Localisation des sites.....	7
11	Définition des prestations.....	7
11.1	Généralités.....	8
11.2	Dispositions pratiques.....	8
11.3	Nature des prestations courantes	8
11.4	Les prestations ponctuelles et exceptionnelles.....	9
12	Périmètres des prestations	10
13	Disposition pour la maintenance préventive (partie forfaitaire)	13
14	Délais.....	15
14.1	Délai d'astreinte.....	15
14.2	Délai d'intervention	15
14.3	Délai d'intervention de dépannage	15
14.4	Délai d'intervention de réparation	15
15	VérificationS effectuées par la caf	15
16	Constat d'anomalies	16
17	Cadre d'intervention	16
18	Prise en charge des matériels	16
19	Remise de matériel en fin de marché.....	17
20	Manutention et montage	17
21	Désignation des agents d'intervention.....	17
22	Tenue et comportement des agents d'intervention	18

23	Visite des locaux.....	18
24	Prix	19
24.1	Télésurveillance	19
24.2	Vérification/Maintenance.....	19
25	Pénalités.....	19
26	Modalités de reglement.....	19
27	Régime des paiements.....	20
28	Formule de révisions.....	21
28.1	Télésurveillance	21
28.2	Maintenance	21
28.3	Clause butoir	22
29	Exécution par défaut.....	22
30	Sous traitance	22
31	Conditions de résiliation	22
32	Evolution du parc immobilier.....	23
33	Présentation des candidatures et des offres	23
33.1	Contenu de la candidature	23
33.2	Contenu de l'offre	25
34	Vérification des conditions de participation.....	26
35	Délai de validité des offres.....	26
36	Date limite de transmission des offres	26
37	Modalités de transmission des offres.....	26
38	Rejet des offres et notifications.....	26
39	Critères de choix des offres et attribution du marché	27
40	Responsabilité sociétale.....	28
41	recours	28
42	Confidentialité.....	29
43	Responsabilité et assurances	30
43.1	Responsabilité	30
43.2	Assurance	31
44	Renseignements complémentaires	31
45	Dérogations au ccag-fcs	31

Identification du Pouvoir Adjudicateur

La Caisse d'allocations familiales de Maine-et-Loire,
désignée dans le présent C.C.P. par l'expression « Pouvoir Adjudicateur ».

Le représentant du pouvoir adjudicateur du marché est :

Madame Cécile BONAMY
Directrice de la Caf de la Maine-et-Loire
32 rue Louis Gain
49927 Angers cedex 9

Le comptable assignataire est :

Monsieur Laurent MEREAU
Directeur Comptable et Financier de la Caf de Maine-et-Loire
32 rue Louis Gain
49927 Angers cedex 9

Etabli en vertu du code de la commande publique et des dispositions de l'arrêté du 19 juillet 2018, portant règlement sur les marchés des Organismes de Sécurité Sociale du Régime Général.

1 OBJET DU MARCHE

Le présent marché a pour objet l'exécution de prestations de télésurveillance et la vérification maintenance des installations de détection de présence et de vidéoprotection des immeubles dépendant de la Caisse d'allocations familiales de Maine-et-Loire.

2 NATURE DU MARCHE

Marché de services.

3 PROCEDURE

La présente consultation est passée selon une procédure adaptée dans le respect des dispositions des articles R.2123-1 et suivants du code de la commande publique et en application des dispositions de l'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés des organismes de sécurité sociale.

4 DUREE DU MARCHE

4.1 Télésurveillance

Le marché est conclu pour une période initiale de douze (12) mois du **1^{er} juin 2025 au 31 mai 2026**. Il peut être reconduit tacitement trois (3) fois par périodes de douze (12) mois. Le marché prendra fin au plus tard le 31 mai 2029.

En cas de non-reconduction du marché, les deux parties demeurent liées jusqu'à l'achèvement des obligations contractées pendant la période de validité du marché.

En cas de non-reconduction, la décision sera notifiée par le pouvoir adjudicateur au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception, trois (3) mois avant l'expiration de la période considérée.

4.2 Vérification /Maintenance

Le marché est conclu pour une période initiale de douze (12) mois du **1^{er} juin 2025 au 31 mai 2026**. Il peut être reconduit tacitement trois (3) fois par périodes de douze (12) mois. Le marché prendra fin au plus tard le 31 mai 2029.

En cas de non-reconduction du marché, les deux parties demeurent liées jusqu'à l'achèvement des obligations contractées pendant la période de validité du marché.

En cas de non-reconduction, la décision sera notifiée par le pouvoir adjudicateur au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception, trois (3) mois avant l'expiration de la période considérée

5 ALLOTISSEMENT

Le présent marché n'est pas alloti.

6 PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Par dérogation au C.C.A.G. / F.C.S. le marché est constitué des documents contractuels énumérés ci-dessous, prévalent selon l'ordre de priorité suivant :

- ☞ L'Acte d'Engagement (AE) – (Attri 1 fourni)
- ☞ L'annexe 1 à l'acte d'engagement : le bordereau de prix unitaires (BPU)
- ☞ Le Cahier des Clauses Particulières (CCP), en date du 07 mars 2025, dont seul l'exemplaire conservé par la Caf fait foi.
- ☞ L'annexe 1 au CCP : le descriptif des sites
- ☞ L'annexe 2 au CCP : les consignes de télésurveillance

☞ L'arrêté du 31 décembre 2018 portant réglementation sur les marchés des organismes de sécurité sociale, le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics (C.C.A.G. / F.C.S.) arrêté du 19 juillet 2018 (**les candidats déclarent connaître parfaitement ce dernier document bien qu'il ne soit pas joint à la publicité**),

☞ L'offre du candidat (mémoire technique).

Toute clause, portée dans les tarifs du titulaire ou documentation quelconque et contraire aux dispositions des autres pièces constitutives du marché, est réputée non écrite. Les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.

7 MISE A DISPOSITION DES DOCUMENTS DE LA CONSULTATION, COMMUNICATIONS ET ECHANGES D'INFORMATIONS PAR VOIE ELECTRONIQUE

Le pouvoir adjudicateur met gratuitement les documents de la consultation à disposition des opérateurs économiques sur son profil acheteur à l'adresse suivante :

Les organismes de sécurité sociale utilisent la plateforme de dématérialisation (appelé aussi profil acheteur) PLACE (www.marches-publics.gouv.fr).

Il est recommandé aux candidats de s'identifier en indiquant leur raison sociale, le nom d'un correspondant, un numéro de téléphone ainsi qu'une adresse postale et électronique, afin d'être tenus informés des modifications et des précisions éventuellement apportées au dossier de consultation.

Les communications et les échanges d'informations avec les candidats seront effectués uniquement par voie électronique. A cette fin, le candidat mentionnera de manière précise une adresse électronique de référence.

8 MODIFICATION DU DOSSIER DE CONSULTATION

L'organisme se réserve le droit d'apporter, au plus tard huit (8) jours avant la date limite fixée pour la remise des offres, des renseignements complémentaires au dossier de consultation. Les candidats doivent alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les concurrents, la date limite de remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

9 GROUPEMENT D'OPERATEURS ECONOMIQUES

Les opérateurs économiques sont autorisés à se porter candidat sous forme de groupement solidaire ou de groupement conjoint. Le mandataire du groupement conjoint est

obligatoirement solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du pouvoir adjudicateur.

La composition du groupement ne peut être modifiée entre la date de remise des candidatures et la date de signature du marché. Toutefois, si le groupement apporte la preuve qu'un de ses membres est mis en liquidation judiciaire ou qu'il se trouve dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait, il peut demander au pouvoir adjudicateur l'autorisation de continuer à participer à la procédure de passation sans cet opérateur défaillant, en proposant le cas échéant à l'acceptation du pouvoir adjudicateur un ou plusieurs sous-traitants. Le pouvoir adjudicateur se prononce sur cette demande après examen de la capacité professionnelle, technique et financière de l'ensemble des membres du groupement ainsi transformé et, le cas échéant, des sous-traitants présentés à son acceptation.

Le pouvoir adjudicateur interdit aux candidats de présenter pour le marché plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements.

10 LOCALISATION DES SITES

Angers

Centre Blaise Pascal

- 87 Rue Blaise Pascal

Saumur

Relais Caf Baugeois Saumurois

- 5 Rue Beaurepaire

Segré

Relais Caf Loir Segréen

- 23 rue Victor Hugo

Cholet

Annexe administrative

- 44 rue du Paradis

11 DEFINITION DES PRESTATIONS

Le présent marché couvre l'ensemble des prestations suivantes :

- Télésurveillance 24h/24 et 7J/7

- Interventions sur déclenchement d'alarmes techniques, incendie, anti-intrusion et anti-agression.
- Vérification/maintenance des installations de détection de présence, anti-agression et de vidéoprotection.

L'exécution générale du marché est soumise aux conditions techniques décrites dans le présent Cahier des Clauses Particulières (C.C.P), sans préjuger des clauses détaillées dans les autres documents du marché.

11.1 Généralités

La notion de sécurité s'articule autour de 3 grands axes :

- La prévention des risques
- La surveillance attentive et dissuasive
- La protection des biens et des personnes

11.2 Dispositions pratiques

Le marché couvre l'ensemble des prestations nécessaires pour assurer la sécurité des biens et des personnes dans les conditions définies ci-après. Les moyens décrits ne sont pas limitatifs.

Il est rappelé que les actions du Titulaire se déroulent pour certains sites dans un établissement recevant du public (ERP W 5ème catégorie).

L'ensemble des obligations à la charge du Titulaire sont des obligations de moyens.

11.3 Nature des prestations courantes

Le Titulaire met en œuvre, en accord avec l'Organisme, de sa propre autorité et sous sa seule responsabilité, tous les moyens qu'il juge utiles à l'accomplissement de sa mission, qui recouvre les fonctions suivantes :

- La sécurité contre l'intrusion et l'effraction
- La sécurité des personnes anti-agression et anti-attentat
- La surveillance des alarmes techniques
- La surveillance des alarmes incendie.
- La vérification/maintenance des installations.

La télésurveillance

Chaque type de défaut technique, alarme ou information est codifié, puis transmis instantanément via une ligne téléphonique dédiée et gérée par l'Organisme, vers le **Poste de Contrôle** du Titulaire, par le biais d'un télé transmetteur.

Les tâches journalières

La télésurveillance se déroule 24H/24, 7J/7 à partir du **Poste de Contrôle** du Titulaire ou d'une société spécialisée proposée par le Titulaire.

Le **Poste de Contrôle** vérifie chaque jour ouvré, la désactivation le matin et l'activation le soir du système de détection intrusion.

Le **Poste de Contrôle** a la charge exclusive de la transmission des informations ou des alertes vers :

- L'Organisme les jours ouvrés **entre 07H00 et 20H00** par un appel sur un des numéros de téléphone dont la liste est communiquée au Titulaire par l'Organisme.

Cette description n'est pas limitative et pourra être modifiée en accord avec le titulaire suivant les besoins du moment.

Modalités de variation des plages horaires

La CAF s'engage à prévenir par courriel, le titulaire du marché au moins 48 heures à l'avance de son intention d'annuler ou de moduler la plage horaire des prestations prévues au présent CCP.

11.4 Les prestations ponctuelles et exceptionnelles

Les interventions sur alarme de sécurité ou techniques

L'opérateur du **Poste de Contrôle** du Titulaire **dépêche sur le site de l'Organisme un intervenant** qui constate et qualifie l'incident,

- Les jours ouvrés entre 20H00 et 07H00, les samedis, dimanches, et jours fériés 24H/24, en fonction du type d'incident, l'Intervenant
- Appelle les forces de police,
- Appelle les pompiers,
- Rend compte au **Poste de Contrôle** de la Télésurveillance situé dans le département du Maine-et-Loire (49).
- Le **Poste de Contrôle** prévient l'Agent de l'Organisme selon la liste communiquée.

Le Titulaire s'engage, dans l'acte d'engagement et son mémoire technique, sur un délai d'intervention par site sans que celui-ci ne puisse être supérieur à

- **15 minutes pour les sites d'Angers et de Cholet**
- **30 minutes pour les sites de Saumur et Segré**

Ce délai court à partir du déclenchement de l'alarme.

Toute anomalie ou tout dysfonctionnement des installations fait l'objet d'un rapport qui devra être transmis à l'Organisme par l'intermédiaire des documents prévus à cet effet.

Les prestations exceptionnelles

Il sera demandé au Titulaire de renforcer son équipe habituelle, dans le cas :

- D'une défaillance technique,
- D'un besoin spécifique en matière de service d'ordre :
 - o Surveillance des accès liés à des interventions exceptionnelles
 - o Surveillance, avec maître-chien, des alentours immédiats lors d'événements particuliers et en général, la surveillance d'événements non compris dans les plages habituelles prévues pour l'exercice des prestations.

Ces prestations feront l'objet d'un bon de commande spécifique établi par l'Organisme.

Remarque concernant les clés et badges remis

En début de marché, la Caf de Maine et Loire remet au titulaire les clés et badges des bâtiments contre récépissé signé des deux parties. En cas de détérioration, de perte ou de vol des clés et badges fournis par la Caf, le titulaire avise aussitôt le responsable technique de celle-ci. Les clés et badges correspondants sont remplacés par la Caf aux frais du titulaire. A la fin du marché, le titulaire est tenu de rendre à la Caf les clés et les badges d'accès qui lui ont été confiés.

12 PERIMETRES DES PRESTATIONS

Par surveillance, il convient d'entendre l'ensemble des moyens et des prestations, ci-après définies : détection, transmission, centralisation et intervention.

La détection

L'installation, par des entreprises extérieures, du système de détection approprié à chaque local est à la charge de la CAF.

Le titulaire du marché se charge d'entretenir et veille en l'état de fonctionnement des installations.

Il reste entendu qu'en cas de défaut d'entretien, de dégradations ou d'erreurs quelconques de manipulation dudit système, la responsabilité de la société de surveillance sera engagée.

La transmission

Chaque installation soumise à surveillance est équipée d'un transmetteur téléphonique qui signale toute anomalie de fonctionnement vers le numéro de téléphone pré-codé de la société de surveillance.

L'installation sur site est reliée soit par la ligne téléphonique analogique ou éventuellement par GSM.

De plus, l'installation devra être équipée d'un contrôleur à bande qui permet de connaître et de vérifier précisément les horaires et les dates des transmissions consécutives à des alarmes.

La centralisation

La société de surveillance devra être équipée d'une centrale de réception des alarmes dont la numérotation est un numéro commençant par **02.41** pour les contre appels.

En cas d'alarme, la société réceptionnera l'appel sur sa centrale. Elle acquittera la transmission de chaque alarme.

Elle effectuera dans un délai maximum de deux minutes, un contre appel pour vérifier la nature de l'alarme.

Si un correspondant répond à l'appel, il devra être invité par le titulaire à préciser ses coordonnées, le mot de passe prédéfini, et les raisons de sa présence sur les lieux sans que le système de protection n'ait été mis au repos.

L'attributaire devra pouvoir fournir à tout moment une liste des alarmes sur simple demande de la Caf.

La société doit pouvoir proposer une surveillance de lignes téléphoniques 24h/24.

Dans le cas du vandalisme et des intrusions, un message courriel ou tout autre moyen par réseau de communication protégé sera envoyé dans un délai inférieur à 24 heures.

Les interventions

Alarme anti-intrusion

- Vérification de la bonne mise en veille de l'installation selon un horaire précis lieu par lieu et zone par zone (cf. annexe 2 du CCP)
- En cas de déclenchement du système d'alarme pendant les heures de veille déplacement d'un agent de sécurité afin de vérifier l'origine du déclenchement (la CAF mettra à la disposition de la société retenue les clefs lui permettant d'accéder ainsi que les différents codes et mot de passe). Elle précisera également les consignes en matière d'information des responsables notamment la nuit.

Lors de la mise en veille

- Vérification par appel téléphonique de l'identité de la personne qui a effectué la manœuvre et du mot de passe (il peut s'agir d'une mauvaise manipulation)
- Intervention sur site en cas de déclenchement du système pendant les heures de veille
- Appel téléphonique du responsable de la Caisse d'Allocations Familiales en cas de sinistre grave

Télesurveillance pendant les heures de présence du personnel

Le déclenchement de l'alarme doit provoquer immédiatement un contre appel téléphonique (vérification qu'il ne s'agisse pas d'une fausse manœuvre).

En fonction de la situation, déplacement d'un agent de sécurité voir de la police mais le titulaire doit avoir la possibilité d'intervenir à distance sur l'ensemble des sites pour désactiver et/ou activer le système.

Le Pouvoir adjudicateur demande un espace client afin d'accéder à l'historique des interventions, des alarmes, des rondes, etc ... par site.

Le prestataire déclenchera un déplacement uniquement si une intervention à distance ne suffit pas.

Bouton anti-panic :

Le fait d'appuyer sur le bouton doit provoquer immédiatement un contre appel téléphonique (vérification qu'il ne s'agisse pas d'une fausse manœuvre).

Si pas de réponse, ou si la situation le nécessite, alerte des forces de l'ordre.

Télémaintenance

- Changement des horaires été/hiver.
- Mise à jour des personnes habilitées (changement des codes, départ agent, nouvel agent), dans l'heure qui suit l'appel de la Caf
- Modification des horaires de mise en route automatique, dans l'heure qui suit l'appel de la Caf.
- Dépannage technique à distance, dans l'heure qui suit l'appel de la Caf.

Vérification/ Maintenance

Il est noté que le candidat devra posséder les qualifications suivantes, ou équivalentes :

☞ APSAD F7 – Service de maintenance de systèmes de détection automatique d'incendie et de centralisateurs de mise en sécurité incendie

Les prestations

La maintenance préventive systématique est effectuée selon un échéancier établi pour une périodicité calendaire. Le candidat devra détailler dans son offre les périodicités prévues ainsi

que l'ensemble des prestations qu'il envisage par visite ainsi que les équipements concernés par les prestations.

Mise à jour des installations

Dans les trois mois qui suivent la notification, l'entreprise titulaire du contrat devra effectuer le recensement exhaustif des installations, chiffrer les installations devant être réparées ou remplacées en tout ou en partie. De plus, l'entreprise devra faire l'audit complet des centrales qui sera envoyé au Maître d'ouvrage.

Description qualitative des installations

Le prestataire déclare connaître parfaitement les lieux et les installations dans l'état où elles se trouvent à la date de prise d'effet, et les **accepte sans réserve**.

Il est bien entendu que l'entretien des différents systèmes sera dû pour toutes les marques de matériels.

Le prestataire du marché devra connaître et avoir les outils permettant de rentrer dans les programmations de tous les systèmes.

Généralités

La maintenance conçoit l'ensemble des mesures destinées à préserver l'état de référence des installations d'alarme anti-intrusion. Elle comprend les inspections techniques et les opérations d'entretien (maintenance préventive) et de réparations (maintenance corrective) dont le but est de :

- Protéger l'installation contre les dégradations dues à l'usage et le temps,
- Réparer les dégradations qui surviennent,
- Maintenir les installations conformes aux prescriptions et en état d'assurer l'intégralité des fonctions prévues,

13 DISPOSITION POUR LA MAINTENANCE PREVENTIVE (PARTIE FORFAITAIRE)

Dans le cadre de son forfait, le candidat doit les prestations suivantes :

Contrat : PREVENTIF + ASTREINTE

- La maintenance préventive conditionnelle est subordonnée à un type d'évènement prédéterminé qui est révélateur de l'état du matériel ou de l'équipement. Les interventions peuvent résulter des constatations faites lors des inspections, contrôles, tests ou visites de maintenance systématique, ainsi que des informations provenant de capteur, ou de tout autre dispositif de mesure d'une usure.
- La mise à disposition de l'outillage et appareils de mesure nécessaires à l'exécution des prestations.
- Les petites fournitures consommables, tels que les vitres de boîtiers bris de glace, les fusibles, les protections contre des surtensions, les voyants ...

- L'astreinte, le candidat a l'obligation de tenir disponible, en permanence, des moyens et un personnel technique capable d'assurer la maintenance corrective.
- Le remplacement des éléments à durée de vie limitée (piles, batteries, ...)

Tout remplacement de pièces devra être dûment justifié. L'organisme se réserve, en outre, la possibilité d'expertise des éléments remplacés. Pour ce faire, toute pièce remplacée justifiant une facturation complémentaire sera laissée à disposition de l'organisme pour une période de dix jours maximums.

A chaque intervention, il sera établi une fiche de contrôle où figurera la date de vérification, les opérations effectuées et incidents constatés.

Prestations hors forfait

Pendant la durée du contrat, l'organisme pourra demander au candidat des prestations complémentaires dont la nécessité apparaîtrait à la suite d'un constat d'anomalie ou d'un besoin d'adaptation ou de rénovation. A cette occasion il sera mis en concurrence et n'aura pas l'exclusivité des interventions.

Chacun des remplacements fera l'objet d'une présentation d'un devis.

Planification des interventions

Le candidat fournira en début de marché un planning prévisionnel de ses interventions pour l'année.

Provenance et qualité des fournitures

Les caractéristiques techniques des matières consommables indispensables à un fonctionnement correct de chaque équipement sont celles préconisées par le constructeur. Le candidat veillera à la régularité des livraisons des fournitures en tenant compte des délais de livraison de chaque article afin d'assurer ses prestations dans les délais impartis.

Les pièces détachées mises en œuvre seront, sauf accord préalable de l'organisme, des pièces neuves conformes aux spécifications du constructeur et adaptées aux installations.

Le candidat peut proposer la réparation des pièces défectueuses en lieu et place de leur remplacement.

14 DELAIS

14.1 Délai d'astreinte

7 jours sur 7, 24 heures sur 24.

14.2 Délai d'intervention

En cas d'effraction reconnue, le délai d'intervention ne doit pas dépasser :

- **15 minutes pour les sites d'Angers et de Cholet**
- **30 minutes pour les sites de Saumur et Segré**

14.3 Délai d'intervention de dépannage

C'est la durée nécessaire pour rétablir le fonctionnement, de tout ou partie de l'installation. Elle débute dès le signalement de la panne et ne doit pas dépasser **quatre (4) heures**.

14.4 Délai d'intervention de réparation

C'est le délai, à compter de la fin du dépannage, pour effectuer la réparation définitive à la suite d'une opération de dépannage. Ce délai est de **quarante-huit (48) heures**.

15 VERIFICATIONS EFFECTUEES PAR LA CAF

La CAF se réserve le droit, au maximum trois fois dans l'année et sur trois sites différents, de provoquer un déclenchement d'alarme, afin de contrôler la qualité de la prestation et le respect des délais d'intervention.

Le titulaire accepte le principe de ce contrôle et les interventions correspondantes ne seront pas facturées à l'organisme.

Le nom et les coordonnées du ou des correspondants dédiés à ce marché devront être communiqués au début du marché.

L'organisme se réserve la possibilité de faire exécuter tout essai de vérification des performances. Par dérogation au CCAG-FCS, si les essais non prévus au marché mettent en évidence une carence du candidat, celui-ci en aura la charge financière.

16 CONSTAT D'ANOMALIES

Le titulaire est tenu d'informer l'organisme de toute anomalie qu'il aurait observée sur les installations dont il a la charge, et de signaler, sauf à engager sa responsabilité, toute non-conformité des matériels ou équipements en vigueur.

Le titulaire, pour chaque constat d'anomalie, établit une fiche écrite mentionnant :

- Le type d'anomalie constatée,
- Les actions entreprises ou qu'il conviendrait d'entreprendre pour y remédier,
- Le montant des éventuelles réparations à effectuer,
- Les délais d'interventions nécessaires,
- Les conséquences si aucune action n'était prise,
- La confirmation de la remise en état de l'installation.

☞ En cas de remplacement de l'alarme, un devis devra être établi et soumis à approbation de l'organisme.

17 CADRE D'INTERVENTION

D'une manière générale, les interventions du titulaire ne doivent pas perturber le bon fonctionnement de l'organisme et être réalisées avec tous les moyens nécessaires en vue de réduire au maximum leur durée.

Seules les interventions n'engendrant aucune gêne pourront être exécutées pendant les horaires normaux de fonctionnement de l'organisme.

Pour les interventions risquant d'occasionner une gêne, le titulaire interviendra en dehors de ces horaires. Le prix du contrat est réputé tenir compte de cette obligation.

18 PRISE EN CHARGE DES MATERIELS

Le titulaire déclare être parfaitement informé de la localisation des locaux et de la connaissance des matériels ou équipements dont il assure la maintenance.

Une visite des locaux est à ce sujet obligatoire pour pouvoir candidater à cette consultation, cette visite permettra notamment aux candidats de prendre connaissance des installations existantes.

En l'absence de réserves écrites de sa part, dûment justifiées, en préalable à toute intervention, tous les matériels et équipements dont il assurera la maintenance seront réputés être en bon état d'entretien et de fonctionnement.

En cours de marché, le titulaire pourra être tenu de prendre en charge de nouveaux équipements relatifs aux installations dont il a la charge, même s'ils n'ont pas été mis en œuvre par lui-même.

Le Responsable de l'organisme informera le titulaire de la réception de ces nouveaux travaux, ce dernier pourra assister à leur réception et disposera d'un délai de quinze (15) jours, à compter de cette date de réception, pour formuler ses éventuelles réserves.

19 REMISE DE MATERIEL EN FIN DE MARCHE

Sauf s'il a exprimé des réserves dûment justifiées au moment de leur prise en charge, le titulaire s'engage à laisser en fin d'exécution du marché les matériels ou équipements en bon état d'entretien et de fonctionnement.

Un procès-verbal contradictoire de l'état des lieux et des matériels ou équipements est établi à la fin de l'exécution du marché avec la présence éventuelle du nouveau titulaire désigné ou de tout expert désigné par l'organisme.

Le titulaire doit accepter, pendant les trois (3) derniers mois de son contrat, la présence éventuelle du nouveau titulaire sans rémunération complémentaire.

20 MANUTENTION ET DEMONTAGE

Le titulaire fait son affaire avec ses propres moyens de toute manutention d'équipement, en prenant soin de ne pas apporter de gêne au bon fonctionnement de l'organisme.

21 DESIGNATION DES AGENTS D'INTERVENTION

Les personnes désignées par le titulaire sont seules autorisées pour l'exécution des prestations, objet du présent marché. Elles possèdent la qualification professionnelle et l'habilitation et/ou les connaissances requises pour l'exécution des tâches qui leur sont confiées.

Le titulaire devra présenter les justifications correspondantes à chaque demande de l'organisme.

Si les interventions sont réalisées par une équipe, le responsable est nommément désigné par le titulaire. Il est l'interlocuteur normal du représentant de l'organisme. Toute nomination ou changement de responsable sont soumis à agrément.

La Caf, ou son représentant, peut demander à tout moment le remplacement du personnel d'intervention pour des motifs professionnels ou autres dans un délai de quinze (15) jours. Ce délai peut être réduit à vingt-quatre (24) heures si le motif provient d'un non-respect des clauses du présent marché ou en cas de faute grave.

22 TENUE ET COMPORTEMENT DES AGENTS D'INTERVENTION

Le personnel mis à disposition par le titulaire doit observer les règles de tenue et de comportement propres à l'environnement de l'organisme.

En particulier, les règles suivantes doivent être respectées :

- Interdiction d'introduire et de consommer des boissons alcoolisées dans les locaux ou d'y pénétrer en état d'ivresse.
- Tenue vestimentaire en bon état de propreté, identifiant la société.
- Interdiction de fumer en dehors des zones autorisées.
- Interdiction de tenir des réunions, en dehors de celles prévues par le présent marché, dans l'enceinte de l'établissement.
- Interdiction d'introduire des marchandises destinées à la vente.
- Interdiction de solliciter ou de recevoir de quiconque un pourboire.
- Interdiction de faire pénétrer une personne autre que les intervenants désignés. Le personnel doit être également parfaitement informé des diverses consignes de sécurité générales et particulières, propres à l'organisme, qui lui seront communiquées.

23 VISITE DES LOCAUX

La visite du site est obligatoire. Il appartiendra à chaque soumissionnaire, lors de la visite obligatoire, de vérifier les informations fournies ainsi que sa capacité à répondre à la consultation en vue de rendre les prestations souhaitées. Il ne saurait en aucun cas se prévaloir d'une quelconque omission.

A l'issue de cette visite obligatoire, une attestation de visite sera délivrée à chaque candidat. L'attestation ne devra pas être jointe à l'offre mais elle doit être conservée par le candidat en cas de demande de production de l'attestation, en cours de procédure.

Il est rappelé que les données récoltées lors de la visite sont et doivent rester confidentielles.

Les visites pourront se dérouler **du 12 mars 2025 au 04 avril 2025 inclus**. Aucune visite ne sera acceptée après cette période.

Les visites se dérouleront après prise de rendez-vous obligatoire auprès de Monsieur Luc BOUVIER - Responsable des services généraux luc.bouvier@caf49.caf.fr, Tel. : 02 41 81 14 63/ 06 08 65 12 04).

24 PRIX

24.1 Télésurveillance

Le contrat sera conclu pour les prix H.T. et T.T.C. figurant sur l'acte d'engagement et détaillés dans le bordereau des prix. Il s'agit d'un tarif tout compris, aucune somme supplémentaire ne pourra être demandée à la Caisse d'allocations familiales de Maine-et-Loire.

24.2 Vérification/Maintenance

Le contrat sera conclu pour les prix H.T. et T.T.C. figurant sur l'acte d'engagement et détaillés dans le bordereau des prix. Il s'agit d'un tarif tout compris, aucune somme supplémentaire ne pourra être demandée à la Caisse d'allocations familiales de Maine-et-Loire.

25 PENALITES

Les pénalités sanctionnent le non-respect de ses obligations par le titulaire

Le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable les pénalités ci-après.

Lorsque les délais contractuels d'intervention sont dépassés par le fait du titulaire, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, des pénalités calculées selon les dispositions ci-après :

- Pour toute intervention suite à effraction réalisée dans un délai supérieur à trente (30) minutes, le titulaire ne pourra facturer que 50 % de son intervention. En cas de délai supérieur à une heure, le titulaire ne facturera pas son intervention.
- Pour toute intervention pour dépannage réalisée dans un délai supérieur à quatre (4) heures, le titulaire ne facturera que 50 % du montant du déplacement.
- Pour non-respect du délai de réparation, une pénalité forfaitaire de cinquante (50) euros sera appliquée par la Caf sur le montant H.T. de la facture.
- Pour défaut de port d'uniforme, une pénalité de 30 euros.
- Non mise à jour de l'espace client, une pénalité de 30 euros/mois.

Cette liste n'est pas exhaustive. Tout manquement à une obligation ou un engagement non listé pourra faire l'objet d'une pénalité de 30 euros.

26 MODALITES DE REGLEMENT

Règlement des sommes dues

L'organisme se libérera des sommes dues par virement du montant de la facture sur le compte postal ou bancaire du titulaire indique sur l'acte d'engagement.

Les contrats de télésurveillance seront facturés mensuellement.

La vérification/maintenance sera facturée mensuellement.

Les interventions pour tout déclenchement d'alarmes ou pour réparations donneront lieu à l'établissement de factures et seront réglées mensuellement.

Les factures devront impérativement comporter les indications prévues par la réglementation de la comptabilité publique et notamment les renseignements suivants :

- Le numéro du marché,
- La date et le numéro de la facture,
- La période facturée,
- Le numéro de compte bancaire ou postal du titulaire,
- Le numéro SIRET,
- La désignation en clair du lieu et des prestations concernées,
- La quantité,
- Le prix unitaire HT exprime en euro,
- Le montant total HT exprime en euro,
- Le taux de TVA en vigueur à la date de la livraison,
- Le montant de la TVA,
- Le montant total TTC à régler, exprime en euro.

Le titulaire n'est autorisé à facturer aucun frais supplémentaire. Le droit à présentation de la facture court à compter de la date d'admission des prestations. Les factures, établies un original, devront être adressées mensuellement soit :

- via Chorus Pro.
- via un courriel à administration-generale@caf49.caf.fr

27 REGIME DES PAIEMENTS

Les sommes dues sont payées dans un délai de trente (30) jours. **Le point de départ du délai global de paiement est la date de réception de la facture par le service acheteur sous réserve de service fait.**

A l'expiration du délai de paiement, le Titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et à l'indemnité forfaitaire pour les frais de recouvrement prévus aux articles R2192-31 et suivants du code de la commande publique.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour les frais de recouvrement est fixé à 40 euros. Les intérêts moratoires qui pourront être dus seront calculés sur la base du taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au 1er jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir majorés de huit points de pourcentage.

28 FORMULE DE REVISIONS

28.1 Télésurveillance

Les prix sont fermes pendant la première année du marché

Ces prix seront ensuite révisés annuellement à la date d'anniversaire du marché soit au 1^{er} juin, par application de la formule ci-après :

$$Pr = Po \times \frac{In}{Io}$$

Dans laquelle :

Pr : Prix révisé

Po : Prix d'origine

In : [Dernier indice connu \(réel\) au mois de révision](#)

Io : [Dernier indice connu réel](#) au mois de mars 2025, désigné mois zéro

Indice choisi : Indice des prix de production des services français aux entreprises française (BtoB) – CPF 80 – Services de sécurité (série INSEE n° [010766543](#)).

28.2 Maintenance

Les prix sont fermes pendant la première année du marché

Ces prix seront ensuite révisés annuellement à la date d'anniversaire du marché soit au 1^{er} juin, par application de la formule ci-après :

$$Pr = Po \times \frac{In}{Io}$$

Dans laquelle :

Pr : Prix révisé

Po : Prix d'origine

In : [Dernier indice connu \(réel\) au mois de révision](#)

Io : [Dernier indice connu réel](#) au mois de mars 2025, désigné mois zéro

Indice choisi : Indice des prix de production des services français aux entreprises française (BtoB) – CPF 80 – Services de sécurité (série INSEE n° [010766543](#)).

28.3 Clause butoir

La clause limitative dite « de butoir » s'applique : l'évolution du prix sera limitée à une augmentation de 3 % maximum l'an.

29 EXECUTION PAR DEFAULT

Dans le cas où le titulaire ne pourrait assurer la prestation qui lui est demandée et/ou ne pourrait respecter les délais d'intervention prévus à l'acte d'engagement, l'organisme se réserve le droit de faire appel à un autre fournisseur aux frais et risques du titulaire du présent marché.

Les frais supplémentaires qui pourraient en résulter par rapport aux prix initiaux du contrat, seront mis de plein droit à la charge du titulaire, sans que celui-ci ne puisse émettre de réclamations.

30 SOUS TRAITANCE

La sous-traitance de la totalité du marché est interdite.

Le titulaire, s'il envisage de recourir à la sous-traitance pour l'exécution de certaines parties du marché, doit obligatoirement en informer l'organisme qui doit agréer les conditions de paiement du sous-traitant, dans les conditions prévues aux articles R.2193-3 et suivants du code de la commande publique.

En tout état de cause, le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du marché.

Si le montant des prestations confiées au sous-traitant est supérieur à 600 euros TTC, le sous-traitant est payé directement par l'organisme dans les conditions fixées aux articles R.2193-10 et suivants du code de la commande publique.

L'acheteur n'est lié que par l'offre financière du titulaire marché.

Le titulaire du marché demeure entièrement responsable des prestations sous-traitées.

31 CONDITIONS DE RESILIATION

Le marché pourra être résilié selon les dispositions du chapitre VII du CCAG/FCS.

De même, en cours d'exécution, l'organisme pourra résilier le marché sans indemnité ni mise en demeure, par une lettre envoyée au titulaire en recommandé avec accusé de réception, en cas de :

- Non-respect du délai d'intervention,
- Non-respect des durées d'interventions pour dépannage,
- Non-respect des délais d'interventions de réparations,
- En cas de sous-traitance non agréée par l'organisme.

32 EVOLUTION DU PARC IMMOBILIER

L'organisme se réserve le droit de modifier l'importance de la prestation en fonction des évolutions de son organisation et de son parc immobilier, de supprimer ou de rajouter des appareils à maintenir. A noter que la Caf de Maine-et-Loire quittera le site actuel de Saumur au cours de l'année 2026 dont elle est propriétaire (le nouveau bâtiment pressenti nécessitera de la vidéoprotection et de l'anti-agression).

Dans le cas d'évolution de cette prestation, l'organisme rédigera une modification au marché pouvant ainsi modifier le bordereau des prix.

33 PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Les offres des concurrents seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO. Si les offres des concurrents sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté ; cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

Le dossier sera transmis au moyen d'un seul pli contenant les pièces de la candidature et de l'offre.

Chaque opérateur économique doit produire un dossier de candidature et une offre complète comprenant l'ensemble des pièces visées au présent article.

33.1 Contenu de la candidature

Le candidat remet au pouvoir adjudicateur les documents justificatifs de ses capacités juridiques, techniques, financières et professionnelles qui sont les suivants :

- Identification du candidat se présentant seul ou, en cas de groupement, du mandataire et des autres membres du groupement : nom ou dénomination et adresse du siège social, adresse électronique, numéros de téléphone et de télécopie, numéro de SIRET ;
- En cas de groupement, l'indication du caractère solidaire ou conjoint de celui-ci ainsi que la répartition des paiements entre les membres en cas de groupement conjoint ;
- Une déclaration relative au chiffre d'affaires global réalisé au cours des trois dernières années ou le chiffre d'affaires disponible pour les sociétés nouvellement créées ;
- Déclarations appropriées de banques ou, le cas échéant, preuve d'une assurance des risques professionnels pertinents ;

- L'autorisation d'exercice de l'entreprise de sécurité ;
- Présentation d'une liste des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique ;
- Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années.

Une même personne ne peut représenter plus d'un candidat pour un même marché public.

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve que l'acheteur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve qui leur ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Les candidats, qui ne sont pas en mesure de produire les pièces exigées ci-dessus, peuvent justifier de leurs capacités techniques, humaines et financières par tout autre moyen.

Si, pour justifier de ses capacités, le candidat souhaite faire prévaloir les capacités d'un autre intervenant, il devra obligatoirement produire les pièces indiquées ci-dessus relatives à cet intervenant. Il devra justifier qu'il disposera bien des capacités de cet intervenant pour le marché.

Le candidat pourra joindre utilement, s'il le souhaite, directement dans son pli les documents demandés à l'article « Attribution du marché ».

L'utilisation des formulaires DC1 et DC2 pour la mise en forme de ces renseignements est préconisée.

Les formulaires DC1 et DC2 sont téléchargeables à l'adresse Internet suivante :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

L'acheteur accepte que le candidat présente sa candidature sous la forme d'un Document Unique de Marché Européen électronique.

33.2 Contenu de l'offre

Le soumissionnaire remet à l'appui de son offre :

Abréviation	Document	Document obligatoire ou facultatif
Acte d'engagement	L'acte d'engagement dûment complété par le représentant qualifié de l'entreprise	Obligatoire
BP	Le bordereau de prix dûment complété (annexe 1 de l'AE)	Obligatoire
Mémoire technique	Le candidat transmettra un mémoire technique comprenant l'intégralité des informations demandées ci-dessous	Obligatoire

Mémoire technique :

- ✓ La méthodologie de réalisation des prestations :
 - L'organisation mise en œuvre pour assurer les prestations.
 - Méthodologie (*) d'intervention suite à une alarme ou à un défaut.
 - Les modalités de contact (numéro de téléphone, courriels, et les sécurisations mises en place [mot de passe etc.]).
 - Espace Client
 - Méthode de diffusion des procédures et consignes.
 - Procédures de contrôles mises en place afin de vérifier la bonne exécution des prestations
- Une description des moyens humains mis en œuvre pour la réalisation de la prestation :
 - Composition de l'équipe dédiée, avec le CV des intervenants (qualification, expérience, aptitudes), notamment de l'interlocuteur privilégié.
 - L'organisation de la formation professionnelle du personnel affecté aux prestations.
- Une description de l'outillage, du matériel et de l'équipement technique dont le candidat disposera pour la réalisation du marché public
- Les performances en matière de protection de l'environnement (volets social, environnemental et économique).

Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même candidat, seule est ouverte la dernière offre reçue, par voie électronique ou sur support matériel, par le pouvoir adjudicateur dans le délai fixé pour la remise des offres.

La signature de l'acte d'engagement interviendra après l'attribution du marché public.

Tous les documents du dossier du candidat doivent être rédigés en langue française ou être accompagnés d'une traduction en langue française.

(*) La Caisse d'allocations familiales à besoin de connaître avec précisions les procédures, les étapes mises en place lors de déclenchement (intrusion, bouton, etc...).

34 VERIFICATION DES CONDITIONS DE PARTICIPATION

Conformément à l'article R.2144-2 du Code de la commande publique, si le pouvoir adjudicateur constate que les pièces dont la production était réclamée sont absentes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut demander à tous les candidats concernés de produire ou de compléter ces pièces dans un délai de huit (8) jours ouvrés incluant la date d'envoi de la demande et la date limite de remise des pièces.

Les candidatures incomplètes seront écartées.

Les capacités des candidats, qui n'ont pas été écartés en application des dispositions précédentes, sont examinées. Les candidatures présentant des garanties manifestement insuffisantes sont éliminées.

35 DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

Le délai de validité des offres est fixe à cent vingt jours (120) à compter de la date limite de réception des offres.

36 DATE LIMITE DE TRANSMISSION DES OFFRES

Les offres devront parvenir à l'organisme **au plus tard le 10 avril 2025, à 12 h 00.**

37 MODALITES DE TRANSMISSION DES OFFRES

Les organismes de sécurité sociale utilisent la plateforme de dématérialisation (appelé aussi profil acheteur) PLACE (www.marches-publics.gouv.fr),

(Voir : annexe RC_DEMAT_CAF49)

38 REJET DES OFFRES ET NOTIFICATIONS

Lorsque le pouvoir adjudicateur décide de rejeter une candidature ou une offre, il notifie à chaque candidat concerné le rejet de sa candidature ou de son offre.

39 CRITERES DE CHOIX DES OFFRES ET ATTRIBUTION DU MARCHE

Le marché sera attribué au candidat présentant l'offre économiquement la plus avantageuse, évaluée en fonction des critères de jugement des offres suivants :

1	Critère de prix	50 points
----------	------------------------	------------------

Ce critère sera apprécié sur la base des annexes au CCP.

2	Critère technique	45 points
----------	--------------------------	------------------

Ce critère sera apprécié sur la base des sous critères suivants :

- La méthodologie de réalisation des prestations
- La qualité des moyens humains mis en œuvre pour la réalisation des prestations
- L'espace Client
- La qualité des moyens matériels utilisés pour l'exécution des prestations
- Le délai maximum d'intervention sur site

3	Performance RSE	5 points
----------	------------------------	-----------------

Ce critère sera apprécié sur la base des sous critères suivants :

- Démarche environnementale du prestataire
- Sociétale (diversité, formation professionnelle, insertion professionnelle)

Le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché produira dans un délai imparti à compter de la demande de l'Organisme :

- Les pièces visées aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du Code de la Commande Publique, dont :
 - o Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales ;
 - o Le cas échéant, les pièces prévues aux articles R.1263-12, D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du Code du travail ;
 - o Un extrait du registre pertinent, tel qu'un extrait K-bis ;
- Le cas échéant, les attestations d'assurances en cours de validité ;
- R.I.B. (format IBAN-BIC).

La notification sera réalisée à l'appui du formulaire ATTRI 1 pour formaliser l'acte d'engagement. Il devra être complété et signé par le candidat retenu de manière conforme à la teneur de l'offre financière qu'il aura déposée (ou, le cas échéant, qui aura été négociée).

Le candidat établi dans un État autre que la France doit produire un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine. Lorsqu'un tel certificat n'est pas délivré par le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment, ou dans les États où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant

l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays.

Les documents visés ci-dessus établis par des organismes étrangers sont rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

A défaut de produire ces documents dans le délai imparti, l'offre du candidat attributaire sera rejetée et il sera éliminé. Le candidat suivant sera alors sollicité pour produire les certificats et attestations nécessaires avant que le marché ne lui soit attribué.

40 RESPONSABILITE SOCIETALE

L'opérateur économique titulaire du présent marché est avisé des considérations accordées à la préservation de l'environnement et aux emplois réservés aux personnes handicapées, à mobilité réduite ou en difficulté d'insertion.

Le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes et de préservation du voisinage. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du pouvoir adjudicateur.

En cas d'évolution de la législation sur la protection de l'environnement en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles, demandées par le pouvoir adjudicateur afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché.


41 RECOURS

A compter de la publication de l'avis d'appel public à la concurrence, tout candidat peut, s'il estime que le pouvoir adjudicateur a manqué à ses obligations de publicité ou de mise en concurrence, former :

- Un recours amiable auprès du Directeur de la Caf de Maine-et-Loire ;
- Un référé précontractuel pour contester un manquement aux obligations de publicité et / ou de mise en concurrence avant la signature du marché (articles 1441-1 et 1441-2 du code de procédure civile) ;
- Un référé contractuel pour contester un manquement aux obligations de publicité et / ou de mise en concurrence après la signature du marché (articles 1441-3 du code de procédure civile) ;
- Un recours indemnitaire pour contester une faute commise par le pouvoir adjudicateur (article 1240 du Code Civil).

L'instance chargée des procédures de recours est le :

TRIBUNAL JUDICIAIRE DE RENNES

Cité Judiciaire
7 rue Pierre Abélard
35000 RENNES
 02 99 65 37 37

Le candidat qui souhaite déposer un recours informera utilement la Caf de Maine-et-Loire à l'adresse suivante : administration-generale@caf49.caf.fr

42 CONFIDENTIALITE

Le titulaire est tenu au secret professionnel (article 226-13 du code pénal) et à l'obligation de confidentialité. Il s'engage à respecter de façon absolue cette obligation et à la faire respecter par son personnel, ses sous-traitants ou toute personne extérieure qu'il mobilise comme intervenant dans le cadre du présent marché.

L'obligation de confidentialité s'étend à toutes les informations, toutes les données, tous les documents, de quelque nature que ce soit, auxquels le titulaire a accès ou dont il a connaissance durant l'exécution du présent marché. La Caf n'a pas à signaler le caractère confidentiel des informations, données et documents pour que cette obligation soit respectée.

Le titulaire s'engage à respecter toutes les dispositions issues de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, et notamment ses articles 35 et 36.

Le titulaire s'engage notamment à :

- ne pas utiliser les informations, données et documents à des fins autres que celles spécifiées par le présent marché ;
- ne prendre aucune copie des documents et fichiers informatiques qui lui sont confiés ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter leur utilisation détournée ou frauduleuse ;
- ne pas les communiquer à des personnes physiques ou morales, privées ou publiques, autres que celles qui ont qualité pour en connaître, à savoir la Caf, ainsi que le personnel chargé par le titulaire d'exécuter les prestations ;
- ne conserver aucun de ces informations, données et documents, ni aucune copie de ceux-ci, sous quelque forme que ce soit ;
- ne pas photographier les installations ou les bâtiments de la Caf sans autorisation préalable
- alerter immédiatement la Caf de tout fait faisant craindre que les obligations souscrites au titre du présent article ne seraient pas respectées.

Le titulaire s'interdit toutes communications écrites ou verbales relatives aux prestations objet du présent marché, ainsi que toute remise de documents à des tiers, sans l'accord écrit de la Caf.

Les informations obtenues par le titulaire au cours de l'exécution du marché ne peuvent faire l'objet d'aucune divulgation à des tiers ou à des membres du personnel du titulaire non appelés à participer à l'exécution des prestations, sauf si la divulgation est nécessaire en raison d'obligations légales, comptables ou réglementaires, échappant au contrôle du titulaire.

Le titulaire s'engage également à faire respecter les dispositions du présent article par son personnel et par toute personne qui interviendrait directement ou indirectement pour son compte, notamment ses sous-traitants. Il conclut par ailleurs avec ces derniers un engagement de sécurité et de confidentialité reprenant les obligations prévues au présent article, afin d'assurer notamment la mise en œuvre des mesures de sécurité et de confidentialité conformément à la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

La Caf se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour s'assurer du respect de ses obligations, tant par le titulaire que par ses sous-traitants éventuels. Pour ce faire, elle se réserve notamment le droit de demander, à tout moment, au titulaire, communication de l'engagement de sécurité et de confidentialité prévu au précédent alinéa.

Le non-respect des obligations souscrites au titre du présent article peut entraîner, outre les sanctions pénales éventuellement encourues, la résiliation du marché aux torts du titulaire conformément au CCAG - FCS. La responsabilité de celui-ci peut également être engagée sur le fondement des articles 226-17 et 226-5 du code pénal.

Le titulaire respecte les obligations souscrites au titre du présent article pendant la durée de validité du marché puis après sa fin, quelle qu'en soit la cause.

Le titulaire s'engage à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement général sur la protection des données (Règlement européen 2016/679 du 27 avril 2016) dit RGPD.

43 RESPONSABILITE ET ASSURANCES

43.1 Responsabilité

Le titulaire est seul responsable des contraventions aux lois et règlements encourue par lui ou ses préposés. Il ne peut exercer aucun recours contre l'organisme en cas de condamnation.

Le titulaire a notamment la charge entière de la stricte application des lois et règles (notamment celles de la législation et de la réglementation du travail).

Il est tenu, dans le cadre des prestations faisant l'objet du présent contrat, de veiller à ce que toutes les précautions soient prises en matière de prévention des accidents, pour son propre personnel, pour le personnel de l'organisme et pour les tiers. Il demeure responsable de ces accidents et il est tenu, en outre, de garantir l'organisme de toute action qui serait dirigée contre lui pour des faits de cette nature.

43.2 Assurance

Le Titulaire, ainsi que ses sous-traitants éventuels, devront contracter auprès d'une compagnie notoirement solvable et bénéficiant de l'agrément du ministère des Finances, une police d'assurance Responsabilité Civile couvrant la totalité des risques notamment matériels et immatériels inhérent à l'opération.

Cette assurance couvrira les risques occasionnés, directement ou indirectement, volontairement ou non, par les personnels amenés à réaliser les prestations objet de la présente consultation, qu'ils soient membres ou non de l'entreprise Titulaire du marché. Sa responsabilité pourra être reconnue pour des sinistres dont l'origine (à dire d'expert) est notoirement identifiée de sa responsabilité, même si cette identification a lieu au-delà de la durée de validité du présent marché.

44 RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir, au plus tard **dix (10) jours** calendaires avant la date limite de réception des offres.

Elles devront être formulées sur le site : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Une réponse sera alors adressée à toutes les entreprises ayant retiré le dossier, **six (6) jours au plus tard** avant la date limite de remise des offres.

45 DEROGATIONS AU CCAG-FCS

Le présent CCP déroge au CCAG-FCS notamment sur les points suivants :

Articles du CCP dérogatoire	Articles du CCAG –FCS visés par la dérogation	Nature de la dérogation
Article 28	Article 10.1.1	Clause de révision des prix
Article 6	Article 4	Pièces contractuelles
Article 25	Article 14	Pénalités